



Les investissements directs à l'étranger : une perspective européenne

Sandrine Levasseur

► To cite this version:

Sandrine Levasseur. Les investissements directs à l'étranger : une perspective européenne. Les investissements directs de la France dans la globalisation : mesure et enjeux, Colloque de la Banque de France, Mar 2002, Paris, France. pp.108-116. hal-00976442

HAL Id: hal-00976442

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00976442>

Submitted on 22 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Florence PUECH (suite à la question de Mme Waysand)

Concernant les effets d'agglomération, dans les modèles aussi bien au niveau national que régional, nous avons tenté d'incorporer un maximum de variables dont des variables d'infrastructures qui reflètent en quelque sorte le coût de transport. Par exemple, nous avons tenté de retenir comme variable explicative le nombre de kilomètres d'autoroute (rapporté à la superficie de la zone considérée). En effet, nous savons que la plupart des marchandises sont transportées en Europe par la route et que le réseau routier européen joue un rôle important. Nous avons essayé de « capter » dans les modèles tous les effets qu'il était possible d'identifier afin de pouvoir déterminer les effets d'agglomération au sens propre.

2.3. Les investissements directs à l'étranger : une perspective européenne

Sandrine LEVASSEUR, OFCE

Avertissement de l'éditeur

Pour effectuer des comparaisons internationales d'investissements directs étrangers, l'auteur utilise en particulier des statistiques issues de la base de données de la Cnuccd. Elles permettent de fournir un panorama à la fois complet, détaillé et rapidement disponible des investissements directs à l'échelle mondiale, en flux et en stocks. En revanche, le lecteur ne doit pas s'attendre à y retrouver, pour la France, les chiffres présentés ailleurs dans ce rapport. En effet, de façon à couvrir tous les pays, ces statistiques comprennent pour partie des données extrapolées ou reconstituées à partir d'estimations et reprennent, pour une autre partie, directement des données nationales qui peuvent présenter quelques fois un retard d'actualisation par rapport à ce qui est effectivement publié dans le pays.

Par ailleurs, la comparaison entre l'Union européenne en tant que telle et le reste du monde est réalisée sans exclure les flux intra-UE¹. Cela permet de suivre, dans une perspective dynamique, les progrès de l'intégration européenne, à travers l'importance relative des flux internes et des flux externes, mais cela introduit un biais par rapport à d'autres comparaisons avec les États-Unis, le Japon et la Chine pour lesquelles il est préférable d'exclure les flux intra-UE.

L'objet de ma contribution est de replacer le phénomène d'investissement direct dans une perspective européenne.

J'aborderai trois points :

- le poids des pays de l'Union européenne dans les investissements directs réalisés au niveau mondial ;
- l'importance des flux intra-Union européenne *versus* extra-UE ;
- l'existence de différences entre les pays de l'Union en matière d'investissements directs.

¹ Cf. les chiffres relatifs à l'Union européenne cités dans la première partie de l'intervention et figurant dans les tableaux 1 et 2 en annexes.

J'ai utilisé deux bases de données :

- celle de la Cnuccd (pour mesurer le poids des pays de l'Union européenne dans les investissements réalisés au niveau mondial) ;
- celle d'Eurostat (pour mesurer l'importance des flux intra-Union européenne *versus* extra-UE).

Les deux bases de données ne sont pas directement comparables : Eurostat, dans ses statistiques, ne prend pas en compte les bénéfiques réinvestis. Eurostat sous-estime donc les flux d'investissements directs.

Point méthodologique à souligner : j'ai travaillé sur des périodes de quatre ou cinq ans de façon à neutraliser l'impact de la réalisation de quelques grandes opérations de fusions acquisitions qui, pour une année donnée, « boostent » les flux d'investissements directs d'un pays, et le font devenir soit pays d'accueil majeur, soit pays investisseur majeur.

Quel est le poids des pays de l'Union européenne dans les flux d'IDE réalisés au niveau mondial ?

Nous constatons que les pays de l'Union européenne sont des investisseurs majeurs à l'étranger. Sur la période 1996-2000, ils ont été à l'origine de plus de 60 % des flux d'investissements directs sortants dans le monde. La part des États-Unis dans les flux sortants a été sur la même période de 17,4 % et celle du Japon de 4 % (cf. tableau 1).

Les pays de l'Union européenne sont donc des investisseurs majeurs à l'étranger. En outre, ils y investissent de plus en plus. Par comparaison, sur la période 1985-1995, ils ont été à l'origine de 47 % des flux d'investissements directs sortants dans le monde, soit une augmentation de 13 points entre les deux périodes.

En matière de flux entrants, nous remarquons que le poids des pays de l'Union européenne est plus faible mais, néanmoins, non négligeable. Sur la période 1996-2000, les pays de l'Union européenne ont reçu 37 % des investissements directs mondiaux, les États-Unis 24 %, et le Japon 0,6 % (cf. tableau 2).

L'investissement direct est donc avant tout un fait de pays développés et, en l'occurrence, un fait de l'Union européenne et des États-Unis. Dans ce schéma, la Chine fait figure d'exception : elle a reçu une part non négligeable des flux d'investissements directs sur la période 1995-2000.

Quelle est l'importance des investissements directs intra-UE *versus* extra-UE ?

Les investissements directs des pays de l'Union européenne se caractérisent par l'importance des investissements intra-UE, c'est-à-dire par l'importance des flux entre les pays de l'Union. Ceci est tout particulièrement vrai pour les flux entrants (cf. graphique 1) : sur la période 1996-2000, plus de 70 % des flux entrants dans les pays de l'Union européenne provenaient d'autres pays de l'Union.

En même temps, la stratégie des entreprises originaires de l'Union européenne a largement dépassé les frontières de l'Europe. Si l'on regarde les flux sortants des pays de l'Union européenne (cf. graphique 2), on voit que plus de 50 % d'entre eux ont une destination extra-UE. Notamment, beaucoup de ces flux sont dirigés vers les États-Unis. Individuellement, quasiment tous les pays de l'Union européenne réalisent une part importante de leurs flux extra-communautaires vers les États-Unis. Les exceptions sont l'Espagne et le Portugal (première zone de destination de leurs IDE extra-UE : l'Amérique latine) ; l'Autriche (première zone de destination extra-UE : les PECO) et le Danemark (premier pays de destination des flux extra-UE : la Norvège).

Au total, depuis 1992-1993, mais surtout depuis 1996, l'Union européenne est « exportatrice nette » de capitaux de long terme vers le reste du monde. En d'autres termes, l'Union européenne investit plus à l'étranger que l'on investit chez elle. Sur le graphique 3, on voit aussi que l'exportation nette de capitaux de l'Union européenne n'est pas uniquement imputable aux États-Unis. Par exemple, en 1999, les États-Unis n'expliquent « que » 50 % de l'exportation nette de capitaux.

Existe-t-il des différences entre les pays de l'Union européenne en matière d'investissement ?

La réponse est oui (cf. tableau 3).

L'Italie est en bas de l'échelle : les flux sortants ont représenté 0,75 % de son PIB sur la période 1996-1999, et les flux entrants 0,35 %. La Grèce n'apparaît pas comme pays « déclarant » dans la base de données d'Eurostat, cependant, en toute vraisemblance, elle figure aussi en bas de l'échelle, aux côtés de l'Italie. À l'autre extrémité, on trouve l'UEBL, dont les flux entrants et sortants représentent plus de 16 % de son PIB.

Situons la France : les flux d'investissements directs sortants ont représenté 3,5 % de son PIB, et les flux entrants 1,85 %. Par rapport à l'Allemagne, dans les deux cas (flux sortants et entrants), la France est au-dessus de ce pays et, par rapport à la moyenne de l'Union européenne, un peu au-dessous.

Soulignons qu'au-delà de ces fortes différences dans les flux d'investissements en pourcentage de PIB, il existe également de très fortes différences dans la destination et la provenance de ces flux. D'un côté, nous avons le Royaume-Uni, le Portugal et l'Espagne et, dans une moindre mesure, l'Allemagne, qui ont réalisé plus d'investissements extra-UE qu'intra-UE sur la période 1996-1999. Cette prédominance des flux extra-UE dans les flux sortants est particulièrement marquée pour le Royaume-Uni. Tous les autres pays de l'Union européenne (donc France incluse) réalisent plus d'investissements intra-UE qu'extra-UE. D'un autre côté, en matière de flux entrants, le Royaume-Uni et l'Irlande ont reçu plus d'investissements directs extra-UE qu'intra-UE à l'inverse de tous les autres pays de l'UE. La prédominance des flux intra-UE dans les flux entrants est particulièrement marquée pour l'UEBL.

Pour conclure, le Royaume-Uni se distingue très nettement des autres pays de l'Union européenne en matière d'investissements directs en ayant des relations intenses hors Union européenne et, en l'occurrence, avec les États-Unis. À l'autre extrémité, l'UEBL a essentiellement des relations avec ses autres partenaires de l'Union européenne. Comme cas intermédiaire, nous pouvons citer les Pays-Bas qui reçoivent et réalisent autant d'investissements intra-UE qu'extra-UE.

— — — — —

Annexes de l'intervention de Sandrine Levasseur

Tableau 1

Flux d'investissements directs à l'étranger (flux sortants)							
<i>(en milliards de dollars)</i>							
	1985-1995 (a)	1996	1997	1998	1999	2000	1996-2000 (a)
Allemagne	17,6	50,8	41,8	88,6	109,8	48,6	67,9
Autriche	0,9	1,9	2,0	2,7	3,3	3,3	2,6
Canada	6,1	13,1	23,1	34,6	18,4	44	26,6
Chine	1,6	2,1	2,6	2,6	1,8	2,3	2,3
Danemark	1,6	2,0	3,7	44,9	12,6	8,6	14,4
Espagne	2,3	5,4	12,6	18,9	42,1	53,7	26,5
États-Unis	41,0	84,4	95,8	131	142,6	139,3	118,6
Finlande	1,5	3,6	5,3	18,6	6,6	23,2	11,5
France	15,4	30,4	35,6	48,6	120,6	172,5	81,5
Grèce	0,001	- 0,018	0,004	0,30	- 0,60	- 2,10	- 0,5
Irlande	0,4	0,7	1,0	3,9	4,3	2,1	2,4
Italie	4,7	8,7	10,4	12,4	6,7	12,1	10,1
Japon	25,2	23,4	26,1	24,2	22,7	32,9	25,9
Pays Bas	11,1	31,2	24,6	37,4	61,3	73,1	45,5
Portugal	0,2	0,8	1,9	3,0	3,3	5,8	3,0
Royaume-Uni	26	34	61,6	121,8	205,8	249,8	134,6
Suède	6,4	4,7	12,6	24,4	21,9	39,5	20,6
UEBL	5,2	8,0	7,3	28,7	122,3	83	49,9
Union Européenne	93,4	182,3	220,4	454,3	720,1	772,9	470,0
Pays développés	178,6	332,0	396,9	672	945,7	1 046,3	678,6
Monde	199,5	390,8	466	711,9	1 006,0	1 150,0	744,9

(a) Moyenne annuelle
Source : Cnuccd, calculs de l'auteur

Tableau 1bis

Flux d'investissements directs à l'étranger (flux sortants)							
En pourcentage des flux mondiaux							
	<i>(en pourcentage)</i>						
	1985-1995 (a)	1996	1997	1998	1999	2000	1996-2000 (a)
Allemagne	8,8	13,0	19,0	19,5	15,2	6,3	14,6
Autriche	0,5	0,5	0,9	0,6	0,5	0,4	0,6
Canada	3,1	3,4	10,5	7,6	2,6	5,7	5,9
Chine	0,8	0,5	1,2	0,6	0,2	0,3	0,6
Danemark	0,8	0,5	1,7	9,9	1,7	1,1	3,0
Espagne	1,2	1,4	5,7	4,2	5,8	6,9	4,8
États-Unis	20,6	21,6	43,5	28,8	19,8	18,0	26,3
Finlande	0,8	0,9	2,4	4,1	0,9	3,0	2,3
France	7,7	7,8	16,2	10,7	16,7	22,3	14,7
Grèce	0,0	- 0,005	0,002	0,07	- 0,1	- 0,3	- 0,06
Irlande	0,2	0,2	0,5	0,9	0,6	0,3	0,5
Italie	2,4	2,2	4,7	2,7	0,9	1,6	2,4
Japon	12,6	6,0	11,8	5,3	3,2	4,3	6,1
Pays Bas	5,6	8,0	11,2	8,2	8,5	9,5	9,1
Portugal	0,1	0,2	0,9	0,7	0,5	0,8	0,6
Royaume-Uni	13,0	8,7	27,9	26,8	28,6	32,3	24,9
Suède	3,2	1,2	5,7	5,4	3,0	5,1	4,1
UEBL	2,6	2,0	3,3	6,3	17,0	10,7	7,9
Union européenne	46,8	46,6	100,0	100,0	100,0	100,0	89,3
Pays développés	89,5	85,0	180,1	147,9	131,3	135,4	135,9
Monde	100,0	100,0	211,4	156,7	139,7	148,8	100,0

* Moyenne annuelle
Source: Cruaced, calculs de l'auteur

Tableau 2

Flux d'investissements directs de l'étranger (flux entrants)							
<i>(en milliards de dollars)</i>							
	1985-1995 (a)	1996	1997	1998	1999	2000	1996-2000 (a)
Allemagne	3,3	6,6	12,2	24,3	55,9	176,1	55,0
Autriche	0,9	4,4	2,7	4,5	3,0	9,4	4,8
Canada	5,6	9,6	11,5	22,6	25,1	63,3	26,4
Chine	11,7	40,2	44,2	43,8	40,3	40,8	41,9
Danemark	1,4	0,7	2,5	7,3	11,4	15,7	7,5
Espagne	8,2	6,6	7,7	14,2	15,8	36,6	16,2
États-Unis	44,4	84,5	103,4	174,4	295	281,1	187,7
Finlande	0,6	1,1	2,1	12,1	4,6	8,2	5,6
France	10,7	22	23,2	31	47,1	44,2	33,5
Grèce	0,9	1,1	1,0	0,1	0,6	1,1	0,8
Irlande	0,7	0,7	2,7	11,0	14,9	16,3	9,1
Italie	3,3	3,5	3,7	2,6	6,7	11,4	5,6
Japon	0,7	0,2	3,2	3,3	12,7	8,2	5,5
Pays Bas	6,1	15,1	11,2	37,9	42,6	55	32,4
Portugal	1,3	1,4	2,5	3,1	1,1	4,3	2,5
Royaume-Uni	17,0	24,4	33,2	70,6	82,9	130,4	68,3
Suède	3,5	5,1	11,0	19,6	60,8	21,5	23,6
UEBL	6,8	14,1	12,0	22,7	119,7	87,1	51,1
Union européenne	64,5	108,6	127,6	261,1	467,2	617,3	316,4
Pays développés	126,4	219,8	271,4	483,2	829,8	1005,2	561,9
Monde	180,3	377,5	477,9	692,5	1075,0	1270,8	778,7

(a) Moyenne annuelle
Source: Cnuccd, calculs de l'auteur

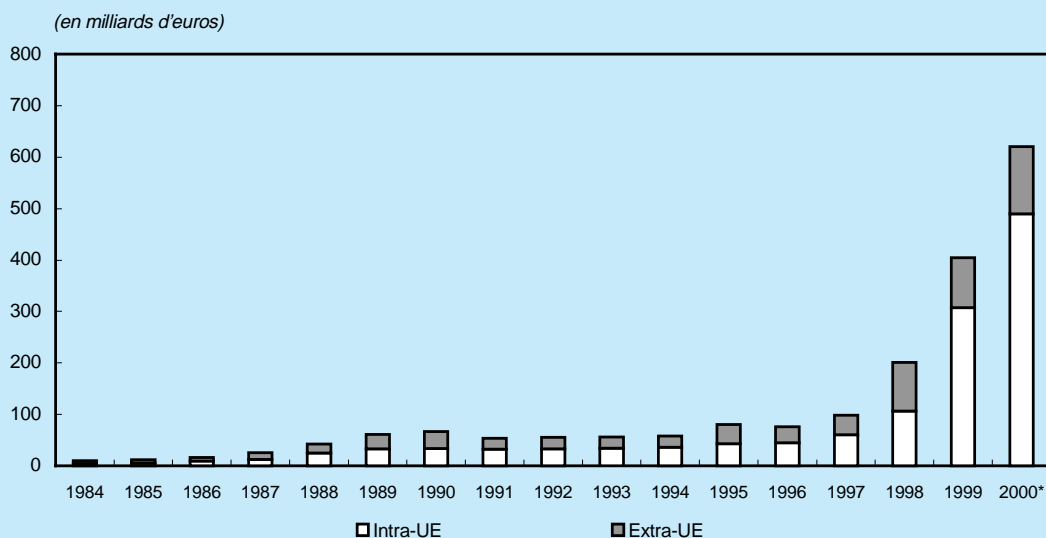
Tableau 2bis

Flux d'investissements directs de l'étranger (flux entrants)							
En pourcentage des flux mondiaux							
	<i>(en pourcentage)</i>						
	1985-1995 (a)	1996	1997	1998	1999	2000	1996-2000 (a)
Allemagne	1,8	1,7	2,6	3,5	5,2	13,9	5,4
Autriche	0,5	1,2	0,6	0,6	0,3	0,7	0,7
Canada	3,1	2,5	2,4	3,3	2,3	5,0	3,1
Chine	6,5	10,6	9,2	6,3	3,7	3,2	6,6
Danemark	0,8	0,2	0,5	1,1	1,1	1,2	0,8
Espagne	4,5	1,7	1,6	2,1	1,5	2,9	2,0
États-Unis	24,6	22,4	21,6	25,2	27,4	22,1	23,8
Finlande	0,3	0,3	0,4	1,7	0,4	0,6	0,7
France	5,9	5,8	4,9	4,5	4,4	3,5	4,6
Grèce	0,5	0,3	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1
Irlande	0,4	0,2	0,6	1,6	1,4	1,3	1,0
Italie	1,8	0,9	0,8	0,4	0,6	0,9	0,7
Japon	0,4	0,1	0,7	0,5	1,2	0,6	0,6
Pays Bas	3,4	4,0	2,3	5,5	4,0	4,3	4,0
Portugal	0,7	0,4	0,5	0,4	0,1	0,3	0,4
Royaume-Uni	9,4	6,5	6,9	10,2	7,7	10,3	8,3
Suède	1,9	1,4	2,3	2,8	5,7	1,7	2,8
UEBL	3,8	3,7	2,5	3,3	11,1	6,9	5,5
Union européenne	35,8	28,8	26,7	37,7	43,5	48,6	37,0
Pays développés	70,1	58,2	56,8	69,8	77,2	79,1	68,2
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* moyenne annuelle
 Source: Crucead, calculs de l'auteur

Graphique 1

Provenance des flux d'investissements directs entrants dans les pays de l'Union européenne

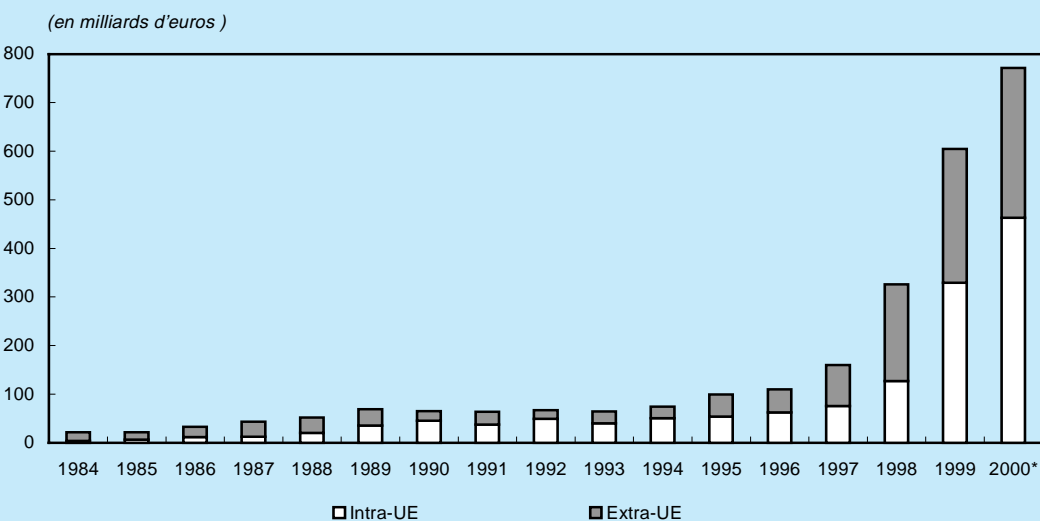


* Estimations provisoires

Source : Eurostat

Graphique 2

Destination des flux d'investissements directs sortants des pays de l'Union européenne

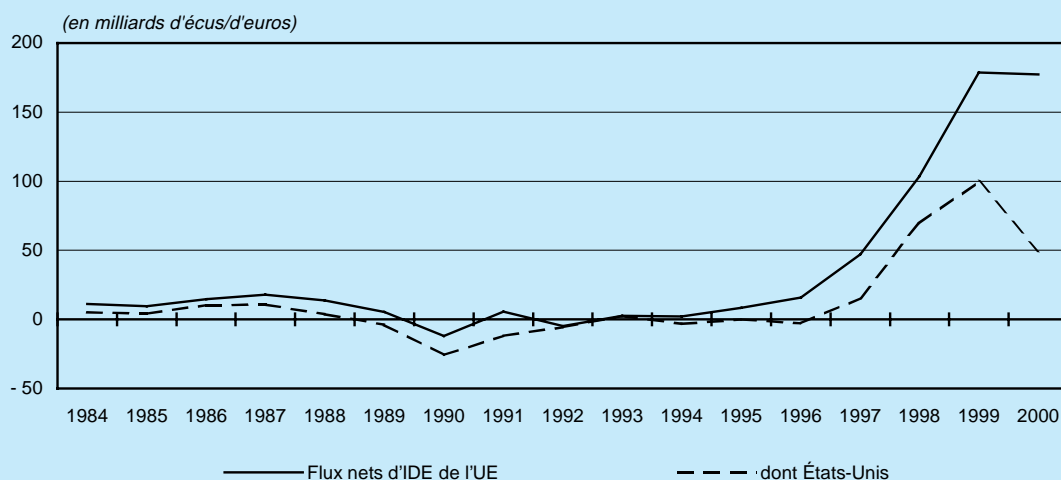


* Estimations provisoires

Source : Eurostat

Graphique 3

Flux nets d'investissements directs de l'Union européenne
(Flux sortant de l'UE – flux entrant dans l'UE)



* Estimations provisoires

Source : Eurostat

Tableau 3

Flux d'IDE en pourcentage du PIB (1996-1999)

	Flux sortants		Flux entrants	
	Total	Intra-UE	Total	Intra-UE
UE-15	4,13	2,05	2,19	1,79
UEBL	16,20	14,25	16,34	13,42
Allemagne	3,08	1,39	1,22	0,90
Autriche	0,98	0,46	1,23	1,13
Danemark	2,97	2,37	2,82	1,85
Espagne	3,59	1,08	1,82	1,27
Finlande	7,06	5,91	3,43	3,37
France	3,50	1,90	1,83	1,44
Grèce	–	0,12	–	0,26
Irlande	–	5,17	5,60 *	2,62
Italie	0,76	0,44	0,37	0,27
Pays Bas	9,65	5,04	6,05	3,34
Portugal	1,96	0,01	1,10	0,58
Royaume-Uni	7,20	2,10	3,89	1,24
Suède	4,05	2,11	9,14	7,82

* Flux provenant des USA uniquement (bénéfices réinvestis inclus).

Les « flux sortants » sont ceux déclarés par les pays investisseurs tandis que les « flux entrants » sont ceux déclarés par les pays investis (sauf pour la Grèce et l'Irlande, les flux entrants et sortants sont ceux déclarés par les partenaires).

Source : Eurostat, calculs de l'auteur